

Défendre les intérêts de nos membres; promouvoir la responsabilité

L'Association canadienne des agents financiers (ACAF) est l'association professionnelle et l'agent négociateur accrédité qui représente les plus de 4 500 agents financiers (FI) à l'emploi de la fonction publique fédérale et de NAV CANADA.

Nos membres sont professionnels des finances, répartis partout au pays et dans le monde et travaillent dans 65 ministères et organismes au Canada et outre-mer. Un grand nombre d'entre eux détiennent un titre de comptable professionnel ou un diplôme en commerce.

L'ACAF vise à améliorer les conditions de travail des agents financiers, à partager l'information au sujet de la profession et à accroître la sensibilisation au rôle crucial que ses membres jouent.

Nos objectifs sont les suivants :

- » agir à titre d'organisation démocratique chargée d'obtenir les meilleures normes de rémunération et conditions d'emploi grâce à la négociation collective;
- » offrir des services professionnels de relations de travail aux membres en aidant à interpréter et à appliquer la convention collective;
- » maintenir les normes professionnelles les plus élevées parmi ses membres et promouvoir les occasions

d'avancement et de perfectionnement professionnel pour chaque agent financier; et

» se joindre à d'autres associations, syndicats ou autres organisations de travailleurs pour que ses membres et tous les fonctionnaires puissent plus facilement atteindre leurs buts tant du point de vue professionnel que des négociations collectives.

L'ACAF estime que la défense des intérêts de ses membres comprend aussi la promotion d'un cadre de gestion financière solide et responsable pour le gouvernement du Canada. Nous sommes conscients qu'il est avantageux pour nos membres de travailler dans le contexte d'un système solide, tout comme une bonne gestion de l'argent des contribuables est avantageuse pour tous les Canadiens et les Canadiennes.

Dans cette optique, nous rédigeons ou commandons des rapports et des énoncés de politique, y compris ceux de la série *Freins et contrepoids*, pour fins de présentation à des comités de la Chambre des communes et du Sénat et nous concluons des partenariats avec des intervenants clés afin de trouver des solutions à des problèmes qui se posent pour l'ensemble de la collectivité financière.

Nous sommes un partenaire respecté, un intervenant clé et une voix qui fait autorité en matière de gestion financière dans le secteur public. Nous sommes fiers de servir nos membres et tous les Canadiens et les Canadiennes.

Advocating for our members; Advocating for accountability

The Association of Canadian Financial Officers (ACFO) is the professional association and certified bargaining agent representing the more than 4,500 Financial Officers (FOs) employed in both the federal public service and at NAV CANADA.

Our members are financial professionals located across the country and around the world, working in 65 departments and agencies in 680 locations across Canada and overseas. Many hold professional accounting designations or business degrees.

ACFO aims to continually improve the working conditions for Financial Officers, share information about the profession and raise awareness of the vital role played by our members.

Our objectives are to:

- » Act as a democratic organization tasked with obtaining the best level of compensation and terms and conditions of employment through collective bargaining;
- » Offer professional labour relations services to members by helping to interpret and apply the Collective Agreement;

» Maintain the highest professional standards among our members and promote career and professional development opportunities for every Financial Officer; and

» Work with other associations, unions and labour organizations to enhance the interests of members and all public servants in attaining professional and bargaining goals.

ACFO believes that advocating for our members also includes advocating for a strong, accountable financial management framework for the Government of Canada. We understand that our members benefit from working in a strong system, just as all Canadians benefit from good stewardship of their tax dollars.

As such, we author or commission reports and policy statements, including our *Checks and Balances* report series, present before House of Commons and Senate committees and arrange partnerships with key stakeholders to find solutions for enterprise-wide problems.

We are a trusted partner, key stakeholder and authoritative voice in public sector financial management.

We are proud to serve our members and all Canadians.

Au service des Canadiens et des Canadiennes depuis 1989

Depuis sa fondation, l'ACAF s'est bâtie une réputation d'organisation unique et spécialisée, représentant des professionnels de la finance dévoués.

Avant la création de sa propre association, le groupe FI était représenté par l'élément Administration financière de l'Alliance de la fonction publique du Canada (AFPC). En 1988, un groupe de FI sous la direction de Merdon Hosking ont établi une association distincte.

La création d'une association en vue de représenter la collectivité FI était motivée en partie par l'occasion d'agir davantage qu'à titre de simple agent négociateur.

Pour promouvoir une solide gestion financière dans la fonction publique, l'Association a commencé comparait devant des comités permanents de la Chambre des communes et du Sénat. En décembre 2003, l'Association a publié son premier important énoncé de politique de la série de rapports *Freins et contrepoids*, qui a contribué à cimenter la réputation de l'Association comme intervenante clé dans les discussions en matière de gestion financière.

Depuis, l'Association a publié quatre autres rapports dans la série *Freins et contrepoids* et des livres blancs. Elle comparaît couramment devant des comités, notamment le Comité permanent des opérations gouvernementales et des prévisions budgétaires et le Comité consultatif sur la pension de la fonction publique, ainsi que le Bureau du contrôleur général. Elle a aussi présenté des rapports sur des enjeux de premier plan comme la protection des dénonciateurs, la mise en œuvre de la Loi fédérale sur la responsabilité et la Commission d'enquête sur le programme de commandites et les activités publicitaires.

Aujourd'hui, l'ACAF est reconnue comme une association professionnelle qui préconise une gestion financière prudente, et comme une intervenante précieuse dans l'ensemble de la collectivité. L'Association continue de grandir; elle représente aujourd'hui plus de 4 500 agents financiers dans 72 ministères et organismes au pays et dans le monde.

Avec plus de 20 ans de relations de travail constructives et vaut à ses membres des hausses salariales supérieures à la norme,

L'ACAF défend avec vigilance les intérêts de ses membres et de faire en sorte que les agents financiers soient respectés et appréciés pour l'importante contribution qu'ils apportent au Canada.

L'Association est vraiment devenue la voix de la collectivité FI.

Dates importantes

- » Novembre 1988 – Établissement du premier comité exécutif et adoption des premiers Statuts.
- » Printemps 1989 – À la suite d'une campagne de recrutement, environ 1 200 demandes d'adhésion (54 % du groupe FI) sont reçues.
- » Été 1989 – La Commission des relations de travail dans la fonction publique ordonne un scrutin de représentation pour le groupe FI. L'Association obtient 78,9 % des suffrages.
- » 25 octobre 1989 – L'Association des gestionnaires financiers de la fonction publique (AGFFP), comme l'ACAF s'appelait alors, est accréditée à titre d'agent négociateur pour tous les employés de la catégorie de l'Administration et du Service extérieur.
- » 24 janvier 1990 – Signature de la première convention collective avec le Conseil du Trésor.
- » Début de 1998 – Signature de la première convention collective avec NAV CANADA; l'Association est accréditée en vertu du Code canadien du travail.
- » Juin 2004 – L'AGFFP est devenue l'ACAF. L'Association est accréditée à titre d'agent négociateur pour tous les employés du groupe Gestion financière.
- » Juin 2005 – Merdon Hosking prend sa retraite; Milt Isaacs lui succède comme deuxième président de l'Association.
- » Novembre 2008 – L'ACAF dévoile son nouveau logo et lance son site web.

Working for Canadians since 1989

Since its foundation, the Association of Canadian Financial Officers has established itself as a unique and specialized organization representing dedicated finance professionals.

Prior to the establishment of its own association, the FI Group was represented by the Financial Administration component of the Public Service Alliance of Canada. In 1988, a group of FIs led by Merdon Hosking established a separate association to represent the specific interests of the financial management community.

Part of the rationale for establishing an association to represent the FI Community was the opportunity to serve as more than a traditional bargaining agent.

With an eye towards being an advocate for strong financial management in the public service, the Association began appearing before House and Senate standing committees. In December 2003, the Association published its first major policy paper of the *Checks and Balances* report series, which served to cement the Association's reputation as a key stakeholder in financial management discussions.

Since then, the Association has published four more *Checks and Balances* reports and white papers. ACFO routinely appears before committees such as the Standing Committee on Government Operations and Estimates, the Public Service Pension Committee, and the Office of the Comptroller General. The Association has reported on such high-profile issues as whistleblower protection, the implementation of the Federal Accountability Act, and the Commission Inquiry into the Sponsorship Program and Advertising Activities.

Today, ACFO is recognized as a professional association, an advocate for prudent financial management and a valued stakeholder in the public sector financial management community.

The Association has grown to represent more than 4,500 Financial Officers in 72 departments and agencies in regions across the country and around the world.

With more than 20 years of constructive labour relations and better than pattern increases for our members, ACFO vigilantly advocates on behalf of its members and ensures that Financial Officers are respected and valued for their contributions to Canada.

It has truly become the voice for the FI Community.

Notable Dates

- » November 1988 – First executive appointed and first constitution adopted.
- » Spring 1989 – Membership drive results in approximately 1,200 registrations (54 % of the FI Group).
- » Summer 1989 – Public Service Staff Relations Board orders representation vote for the FI Group. The Association receives 78.9 % of ballots cast.
- » October 1989 – Association of Public Service Financial Administrators (APSFA) certified as the bargaining agent for all employees in the financial administration group of the Administrative and Foreign Service category.
- » January 1990 – First Collective Agreement signed between Association and Treasury Board.
- » Early 1998 – First Collective Agreement signed between Association and NAV CANADA; Association certified under Canada Labour Code.
- » December 2003 – First Checks and Balances report published.
- » June 2004 – The Association changes its name to the Association of Canadian Financial Officers (ACFO); . recognized as bargaining agent for all employees of the Financial Management Group.
- » June 2005 - Merdon Hosking retires; Milt Isaacs is elected the Associations' second President.
- » November 2008 - ACFO launches new logo and website.

Les FIs ne s'occupent pas que des chiffres; Ils ajoutent aussi de la valeur

« Agent financier » est un terme générique qui s'applique à tous les membres du groupe Gestion financière (FI) de la fonction publique fédérale et de NAV CANADA. Également appelés FI, ces professionnels des finances s'occupent principalement de la planification, de l'élaboration, de l'analyse, de la prestation et de la gestion de politiques, de programmes et de services financiers internes dans la fonction publique et d'autres activités connexes.

Voici un échantillon des fonctions que les agents financiers exercent :

- » fournir des conseils sur les incidences financières des projets de politiques et de programmes;
- » gérer les risques;
- » planifier et diriger des vérifications internes;
- » élaborer et exécuter des modèles de comptabilité analytique;
- » planifier, analyser et présenter l'information financière;
- » gérer les processus comptables;
- » présenter des états des dépenses, des recettes, de l'actif et du passif.

Selon le ministère ou l'organisme pour lesquels ils travaillent et les fonctions qu'ils exercent, les agents financiers peuvent être désignés comme :

- » contrôleurs
- » analystes financiers

» spécialistes du budget

» agents comptables

Les agents financiers assument plus de responsabilités et ont plus de compétences que de simples mangeurs de chiffres.

On exige d'eux qu'ils soient des stratèges, des gestionnaires de projets et des exécuteurs de programmes. Ils sont appelés à mettre leurs chiffres en perspective, à expliquer comment et pourquoi leurs calculs sont appliqués dans le contexte d'un programme ou d'un ministère.

Du point de vue de la responsabilité, les FI travaillent de concert avec les gestionnaires ministériels pour faire en sorte que ceux-ci assument leurs responsabilités conformément au cadre de contrôle financier du gouvernement du Canada.

Cela exige notamment la délégation effective des pouvoirs de signature et la conformité avec diverses lois et politiques administratives, par exemple, le Règlement sur les marchés de l'État, les autorisations de dépenses en vertu des articles 32 et 34 de la *Loi sur la gestion des finances publiques* et les autorisations de paiement en vertu de l'article 33 de cette Loi.

Les FI veillent à ce que les gestionnaires comprennent non seulement leurs responsabilités et leur obligation de rendre compte mais aussi les recours qui sont en place au ministère s'ils manquent à leurs responsabilités. La gestion des risques constitue un aspect crucial de la gestion financière.

Bref, les agents financiers ne s'occupent pas que des chiffres; ils ajoutent aussi de la valeur.

FIs add more than numbers; They add value

“Financial Officer” is a generic term applied to all members of the Financial Management (FI) Group of the federal public service and NAV CANADA. Also called FIs, these financial professionals are primarily involved in the planning, development, analysis, delivery and management of internal public service financial policies, programs, services and other related activities.

A sampling of the duties performed by Financial Officers includes:

- » Providing advice on financial implications of policy and program proposals
- » Risk management
- » Planning and conducting internal financial audits
- » Developing and delivering cost accounting models
- » Financial planning, analysis and reporting
- » Managing accounting processes
- » Reporting expenditures, revenues, assets and liabilities

Depending on the department or agency in which they are employed, and on the duties they perform, Financial Officers may be known as:

- » Comptrollers

- » Financial Analysts
- » Budget Specialists
- » Accounting Officers

Financial Officers have more responsibilities and abilities than number crunching alone. They are required to be strategic thinkers, project managers and program deliverers. They are called upon to provide insights into their numbers; to share how and why their calculations are applied within the context of a program or department.

From an accountability standpoint, FIs work with departmental managers to ensure that they exercise their responsibilities in accordance with the Government of Canada Financial Control Framework.

This includes effective delegation of signing authorities and compliance with various legislative acts and administrative policies, such as government contracting regulations, spending authority under sections 32 & 34 of the *Financial Administration Act* and payment authority under section 33 of the Act.

FIs ensure managers not only understand their responsibilities and accountabilities but also what recourse mechanisms are in place in the department if these responsibilities are not upheld. Managing risk is a critical part of financial management.

In short, Financial Officers add more than just numbers – they add value.

Représentant avec fierté la communauté FI

Mise en œuvre de la convention collective

La convention collective est le document négocié entre l'ACAF et l'employeur (le Conseil du Trésor, pour les fonctionnaires fédéraux, et NAV CANADA) qui établit les modalités d'emploi et d'autres conditions, notamment les taux de rémunération, les horaires et la durée du travail et les droits à congé. Nos conseillers en relations de travail peuvent aider les membres à interpréter la convention collective et à établir de quelle façon elle s'applique dans chaque cas particulier.

Résolution informelle des conflits

C'est là le terme générique qui s'applique à divers mécanismes, allant des systèmes de gestion informelle des conflits (SGIC) bien établis dans les ministères au simple appel téléphonique d'un gestionnaire. La résolution informelle des conflits a pour objet de régler des problèmes sans devoir recourir aux processus formels de règlement des griefs et de traitement des plaintes.

Nos conseillers en relations de travail tenteront de résoudre informellement les conflits dans toute la mesure du possible. L'expérience nous révèle que les processus informels sont :

- » plus courts que les processus formels de règlement des griefs et de traitement des plaintes;
- » de nature non accusatoire;
- » plus propices à de bonnes relations à long terme entre les parties en cause.

Griefs

Un grief déclenche un processus formel de résolution des conflits. Bon nombre de griefs ont trait à des dispositions de la convention collective, mais les agents financiers peuvent aussi présenter un grief concernant d'autres questions. En règle générale, un grief peut porter sur n'importe quelle violation des conditions d'emploi.

Plaintes de dotation

Les plaintes de dotation sont celles dont le Tribunal de la dotation de la fonction publique est saisi. Le tribunal a le pouvoir d'intervenir dans les types suivants de plaintes de dotation :

- » Mise en disponibilité – Pour les fonctionnaires qui estiment que leur sous-ministre a abusé de ses pouvoirs en les ciblant pour une mise en disponibilité.
- » Révocation d'une nomination – Pour les fonctionnaires qui estiment que la révocation de leur nomination était déraisonnable.
- » Nominations internes – Pour les fonctionnaires qui estiment qu'il y a eu abus de pouvoir concernant une nomination ou qu'il y a eu déni de leur droit d'être évalués dans la langue officielle de leur choix.

Plaintes pour harcèlement et discrimination

Les fonctionnaires ont le droit de travailler dans un environnement sans discrimination et harcèlement. La définition de chacun de ces termes se trouve dans la Politique du Conseil du Trésor sur la prévention et le règlement du harcèlement en milieu de travail et la *Loi canadienne sur les droits de la personne*.

Membres à NAV CANADA

La convention collective avec NAV CANADA établit une procédure de règlement des griefs et des conflits qui diffère de celles qui sont accessibles aux fonctionnaires. Comme dans le cas des conflits mettant en cause ses membres fonctionnaires, toutefois, l'ACAF tentera d'abord de trouver une solution pratique dans le cadre d'un processus de résolution informelle des conflits.

Pour bénéficier de ces services, appeler l'ACAF à 613-728-0695 ou 1-877-728-0695.

Proudly serving the FI Community

Collective Agreement Implementation

The Collective Agreement is the document negotiated between ACFO and the employer (Treasury Board, for federal public servants, and NAV CANADA) that sets the terms and conditions of employment and establishes rates of pay, hours of work and duration and availability of leave, among other things. Our Labour Relations Advisors can help members interpret the Agreement and determine how it applies in a particular situation.

Informal Conflict Resolution

This is the general label applied to any number of processes, from the well-defined Informal Conflict Management Systems (ICMS) in various departments to a simple phone call to a manager. The goal in informal conflict resolution is to solve problems without having to resort to formal grievance and complaint processes.

Our Labour Relations Advisors will try to resolve conflicts informally wherever possible. In our experience, informal processes are:

- » Shorter than formal grievances and complaints
- » Non-adversarial in nature
- » More likely to lead to good long-term relationships between the conflicted parties

Grievances

A grievance is a formal conflict resolution process. Many are related to provisions in the Collective Agreement but Financial Officers can also file a grievance over other issues as well. Generally speaking, a grievance can be filed over any breach of the terms and conditions of employment.

Staffing Complaints

Staffing complaints are complaints brought to the Public Service Staffing Tribunal. The tribunal has the authority to intervene in the following types of staffing complaints:

- » Layoff – For public servants who believe their Deputy Head abused their authority in selecting him or her for layoff.
- » Revocation of Appointment – For public servants who believe the revocation of their appointment was unreasonable.
- » Internal Appointments – For public servants who believe there was an abuse of authority related to an appointment or that their right to be assessed under the official language of their choice was denied.

Harassment and Discrimination Complaints

Public servants have a right to work in an environment free of discrimination and harassment. The definitions of each can be found in the Treasury Board Policy on the Prevention and Resolution of Harassment in the Workplace and the *Canadian Human Rights Act*.

NAV CANADA Members

The Collective Agreement with NAV CANADA outlines grievance and dispute resolution procedures that differ from those available to federal public servants. As is the case with disputes involving public service members, however, ACFO will first try to come to a workable solution using an informal conflict resolution process.

Members who wish to take advantage of these services should call ACFO at 613-728-0695 or 1-877-728-0695.

Une voix pour les agents financiers

Comme partie intégrante de son mandat de défendre les intérêts de ses membres en faveur d'un cadre de gestion financière plus solide, l'ACAF a produit plusieurs rapports et rédigé des articles pour diverses publications.

Freins et contrepoids

Volume I: Rééquilibrer les fonctions de service et de contrôle du cadre de contrôle financier du gouvernement du Canada (décembre 2003)

« Le présent document a pour objet de cerner les causes de la défaillance du cadre de contrôle financier et de proposer des mesures correctives possibles. »

Volume II: La reddition de comptes et la responsabilité en vertu de la LGFP (octobre 2004)

« L'ACAF a élaboré ce document donnant un avis juridique sur la reddition de comptes et la responsabilité des agents financiers afférentes à l'exercice de leurs fonctions en vertu de la *Loi sur la gestion des finances publiques*. »

Volume III: À la recherche de l'équilibre (mai 2006)

« Ce rapport examine les règles actuelles, les nouvelles propositions et la prestation de services en vue de trouver un équilibre entre les préoccupations des politiciens, des fonctionnaires et des Canadiens et Canadiennes dans leur ensemble. »

Volume IV: L'Engagement et le maintien en emploi des agents financiers de la fonction publique (janvier 2011)

« L'ACAF a commandé ce rapport de sondage afin de cerner les problèmes sous-jacents qui contribuent aux taux d'engagement et de maintien en emploi inférieur à la moyenne chez le groupe FI et de trouver des occasions de l'améliorer. »

Autres rapports

» *Mémoire à la Commission d'enquête sur le programme de commandites et les activités publicitaires (Commission Gomery)*

» *Mémoire au Comité législatif chargé du projet de loi C-2*

» *Mémoire au Comité permanent des finances (Loi sur l'équité dans la rémunération du secteur public et la Loi sur le contrôle des dépenses)*

» *Mémoire au Comité permanent des opérations gouvernementales et des prévisions budgétaires (Loi sur la modernisation de la fonction publique)*

» *Mémoire au Comité permanent des opérations gouvernementales et des prévisions budgétaires (Mise en œuvre du gel budgétaire)*

» *Actif ou passif? Analyse de rentabilisation des syndicats au XXI^e siècle*

“Lorsqu'un poste d'agent financier devient vacant, il est possible qu'il soit repris par les services qui exécutent les programmes. Lorsque cela se produit, la surveillance est nécessairement affaiblie. On perd ainsi sa feuille de route financière. Une communauté FI dynamique et saine constitue la pierre d'angle du cadre de gestion financière et de responsabilisation du gouvernement du Canada qui jouit d'une renommée mondiale, car ce sont les agents financiers qui veillent à ce que les fonds publics soient dépensés conformément aux dispositions de la *Loi fédérale sur la responsabilité* et de la *Loi sur la gestion des finances publiques*.”

- Milt Isaacs

Mise en œuvre du gel budgétaire – mars 2011

“Même si l'agent financier possède encore des antécédents en comptabilité ou en commerce, la nature du travail dans le secteur public actuel fait en sorte qu'il ne suffit plus de savoir compter. Les agents financiers sont appelés à joindre des perspectives éclairées à leurs chiffres – ils doivent savoir comment leurs calculs sont appliqués dans le contexte d'un programme ou d'un ministère. De fait, les agents financiers sont probablement au nombre des personnes les plus renseignées et les plus polyvalentes de n'importe quelle équipe d'un ministère ou d'un programme.”

- Milt Isaacs

Journal de l'IGF – Été 2007

“Le secteur de la gestion financière dans l'administration publique a besoin de compétences, et il lui faut maintenir cet acquis. Le perfectionnement professionnel pour les membres de notre groupe les ouvre à de nouvelles idées et solutions, de sorte que nous puissions continuer à aider le gouvernement en place à donner suite à ses priorités. Investir dans le groupe FI en périodes fastes ou difficiles de gestion financière constitue plus qu'un bon investissement; cela s'impose afin de trouver des solutions pour aujourd'hui et demain.”

- Milt Isaacs

Matières FI – Été 2011

A Voice for Financial Officers

As part of our mandate to advocate on behalf of our members in favour of a stronger financial management policy framework, ACFO has produced several reports and authored articles for various publications.

Checks and Balances

Volume I: Rebalancing the Service and Control Features of the Government of Canada Financial Control Framework (December 2003)

“The objective of this paper is to outline the causes and potential remedies for the breakdown of the financial control framework.”

Volume II: Accountability and Liability under the FAA (October 2004)

“ACFO developed a paper providing a legal opinion on Financial Officers’ accountability and liability associated with the performance of their duties under the *Financial Administration Act*.”

Volume III: In Pursuit of Balance (May 2006)

“This report looks at existing rules, new proposals and service delivery to seek out a balance that addresses the concerns of politicians, public servants and Canadians as a whole to strengthen the risk management system.”

Volume IV: Engaging and Retaining Public Service Financial Officers (February 2011)

“ACFO commissioned this survey report to address the underlying issues that contribute to, and identify opportunities to improve, below-average engagement and retention among the FI Group.”

Other reports

» *Submission to the Commission of Inquiry into the Sponsorship Program and Advertising Activities* (Gomery Commission)

» *Submission to the Special Legislative Committee on Bill C-2 (Federal Accountability Act)*

» *Submission to the Standing Committee on Finance (Public Service Equitable Compensation Act and the Expenditure Restraint Act)*

» *Submission to the Standing Committee on Government Operations and Estimates (Public Service Modernization Act)*

» *Report to the Standing Committee on Government Operations and Estimates (Implementation of the Budget Freeze)*

» *Assets or Liabilities: A Business Case for Canadian Unions in the 21st Century*

“When a financial officer’s position becomes vacant, it could get absorbed into programs; when that happens you’ve weakened oversight. You’ve lost your financial road map. A vibrant, healthy FI community is the cornerstone of the Government of Canada’s world-class financial management and accountability framework as Financial Officers oversee that their tax dollars are spent following the terms of the *Financial Accountability Act* and the *Financial Administration Act*.”

- Milt Isaacs
Report to the Standing Senate Committee on Operations and Estimates, March 2011

“The world of financial management in government requires skills and maintenance of those skills. Professional development for our group exposes us to new ways of thinking and problem solving so that we can continue to assist governments of the day with their priorities. Investing in the FI group during sunny or rainy fiscal days is not only a good investment; it is what is needed to find solutions for today and the future.”

- Milt Isaacs
FI Matters, Summer 2011

“The Financial Officer of today may still come from an accounting or business background but the nature of the work in today’s public sector environment means that simply knowing numbers is not enough. Financial Officers are called upon to provide insights along with their numbers – they have to know how their calculations are applied within the context of a program or department. In fact, Financial Officers are likely some of the best-informed, most broadly-focused individuals in any given department or project team.”

- Milt Isaacs
FMI Journal, Summer 2007

le Conseil d'administration



Milt Isaacs, CMA
Président et président du Conseil d'administration
Halifax NS

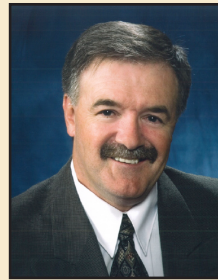
Milt est comptable en management agréé et agent financier de carrière. Avant d'assumer à temps plein son poste comme président de l'ACAF, M. Isaacs a passé 17 ans à Ottawa. Plus récemment, il travaillait à Halifax à titre de contrôleur de l'Installation de maintenance de la Flotte du ministère de la Défense nationale. Il a auparavant occupé plusieurs postes dans le secteur privé comme contrôleur et analyste des affaires chargé d'évaluer la viabilité financière et les possibilités de croissance d'entreprises. Il a aussi enseigné la gestion financière avancée et le comportement organisationnel à la Toronto School of Business.

Milt a été élu président en mai 2005. Il avait auparavant agi en qualité de vice-président (communications) en 2002-2005 et siégé au Comité de la rémunération et des avantages sociaux durant plus de six ans.



Karen Hall, CGA
Vice-président exécutif
Vancouver BC

Analyste financière à la GRC, Karen Hall compte plus de 20 ans de service dans la fonction publique. Elle a été élue au Conseil d'administration en 2007.



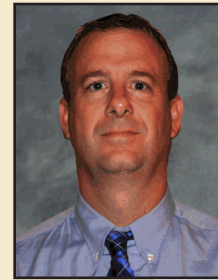
Tony Bourque, CGA
Vice-président
Moncton NB

Tony est agent financier de la fonction publique fédérale depuis plus de 15 ans. Il travaille actuellement aux Services correctionnels. Il a été élu au Conseil d'administration en 2005.



Raoul Andersen, MBA
Vice-président
St. John's NL

Raoul est fonctionnaire fédéral depuis 1988. Il travaille actuellement pour Service Canada et il a été élu au Conseil d'administration pour un deuxième mandat en 2008.



Rob Hawkins
Vice-président
Kingston ON

Rob a joint les rangs de la fonction publique en 1992. Il est actif au sein de l'ACAF depuis qu'il est devenu rep ministériel pour Service correctionnel en 2007. Il a été élu membre du conseil d'administration en 2011.



Nicole Bishop-Tempke, CGA
Vice-président
Regina SK

Nicole est fonctionnaire fédérale depuis 12 ans et elle travaille actuellement en qualité de gestionnaire du budget pour Santé Canada. Elle a été élue au Conseil d'administration en 2007.



Dany Richard, MBA, CMA
Vice-président
Gatineau QC

Dany a joint les rangs de la fonction publique par l'intermédiaire du programme RPAF en 2007 et il travaille à titre d'agent financier supérieur à TPSGC depuis 2008. Il a été élu membre du conseil d'administration en 2011.

Board of Directors



Milt Isaacs, CMA
President and Chair of the Board of Directors
Halifax, NS

Milt is a Certified Management Accountant and career financial officer. He worked in Halifax as the Comptroller for the Department of National Defence's Naval Fleet Maintenance Facility before assuming the presidency of ACFO full time. He's also held several positions in the private sector as comptroller and business analyst responsible for assessing companies' financial viability and growth potential. He taught advanced financial management and organizational behaviour at the Toronto School of Business.

Milt was elected president in May 2005. Previously he served as Vice President (Communications) from 2002-05 and on the Compensation and Benefits Committee for more than six years.



Karen Hall, CGA
Executive Vice-President
Vancouver, BC

RCMP Financial Analyst Karen Hall has spent more than 20 years in the federal public service. She was first elected to ACFO's Board of Directors in 2007.



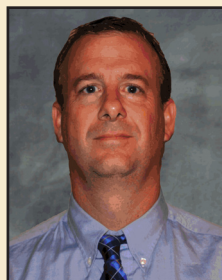
Tony Bourque, CGA
Vice-President
Moncton, NB

Tony has been employed as a Financial Officer in the public service for more than 15 years, currently with Correctional Service Canada. He was elected to the Board in 2005.



Raoul Andersen, MBA
Vice-President
St. John's, NL

Raoul has been employed in the public service since 1988. He works for Service Canada and was elected to a second term on the Board in 2008.



Rob Hawkins
Vice-President
Kingston, ON

Rob joined the public service in 1992. He has been involved with ACFO since he became a Departmental Rep for Correctional Services in 2007. He was elected to the Board in 2011.



Nicole Bishop-Tempke, CGA
Vice-President
Regina, SK

A 12-year veteran of the public service, Nicole currently works as a Budget Manager for Health Canada. She was first elected to the Board of Directors in 2007.

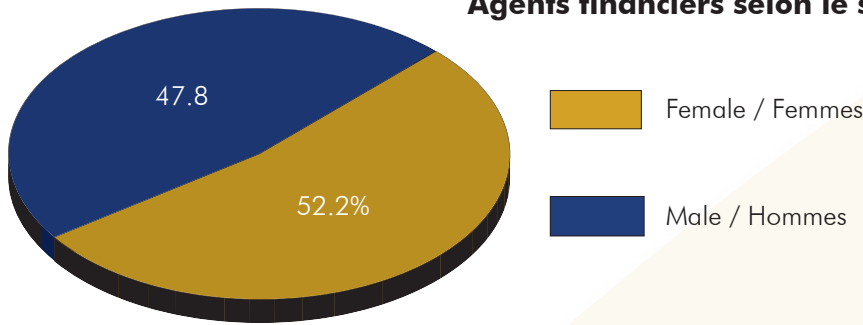


Dany Richard, CMA, MBA
Vice-President
Gatineau, QC

Dany joined the Public Service through the FORD program in 2007, and has worked as a Senior Financial Officer with PWGSC since 2008. He was elected to the Board in 2011.

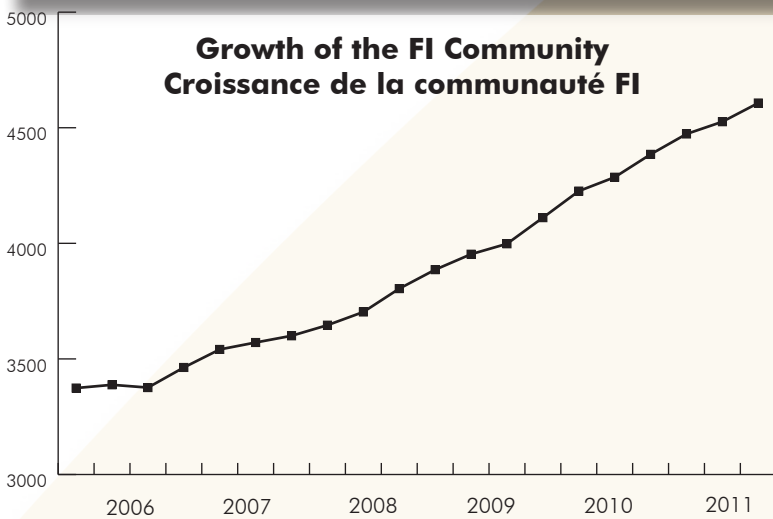
At a glance / En un coup d'œil

**Financial Officers by Gender
Agents financiers selon le sexe**



Data provided by Treasury Board of Canada
 Updated: September 2011
 Les données sont fournies par le conseil de trésor du Canada
 Mise à jour: septembre 2011

**Growth of the FI Community
Croissance de la communauté FI**



Region / Région	FIs
Atlantic / Atlantique	259
Quebec / Québec	260
Ontario	283
National Capital Region Région de la Capitale Nationale	3258
Prairies and Territories Prairies et Territoires	327
British Columbia Colombie-Britannique	220

**The FI Community by Department (Six Largest)
La communauté FI selon le Ministère (les six plus grands)**

